

CYCLE DES HAUTES ÉTUDES DE LA CULTURE

Session 24-25 : « Identités, Altérités, quels enjeux pour la culture ? »

Synthèse du Rapport du Groupe 2

Quelle prise en compte des pratiques culturelles des jeunes pour mieux dessiner les politiques publiques ?

Référente : Sylvie Octobre, sociologue spécialisée dans les pratiques culturelles des enfants et des adolescents, chargée d'études au Département des études, de la prospective et de la statistique (DEPS) du ministère de la Culture

Membres du groupe :

- **Nadine BAUDET**, vice-présidente Culture et Patrimoine de la communauté de communes Saône Beaujolais (CCSB) ;
- **Julia BEURTON**, administratrice générale du musée d'Orsay et de l'Orangerie ;
- **Marie-Laure CHEREL**, directrice du département du développement des publics et médiation de la Bibliothèque nationale de France ;
- **Bénédicte DUCHESNE**, secrétaire générale adjointe de la CFDT Culture et spécialiste de la médiation en direction des publics ;
- **Kevin JAGLIN**, délégué à la Culture, directeur du service culturel, Université de Sorbonne Nouvelle ;
- **Maxime LESCHIERA**, directeur du conservatoire à rayonnement régional de la Ville de Bordeaux ;
- **Pierre OUDART**, inspecteur de la création, direction générale de la création artistique du ministère de la Culture

Avec l'aide et l'appui de **Léa Alda COPAT**, étudiante à Sciences Po, assistante de recherche et de rédaction.

Synthèse et principaux points du rapport

« La jeunesse ne demande pas à faire bande à part. Ce qu'elle réclame surtout c'est qu'on lui fasse confiance qu'on ne lui oppose pas la routine, la timidité, l'avarice».

Se référant à ces lignes écrites par Jean Zay en 1942 durant sa captivité à la prison de Riom le rapport plaide pour une politique émancipatrice en faveur de la jeunesse qu'il estime être une catégorie mal pensée, traitée de façon segmentée et souvent marquée par la condescendance.

Pour le groupe, la jeunesse demande avant tout qu'on lui fasse confiance, qu'on lui offre les mêmes chances qu'à ses aînés, qu'on la laisse essayer, oser, s'affirmer, se tromper aussi, sans jugement immédiat, ni injonction au « bon goût ».

*
* *

Comment élaborer efficacement des politiques culturelles en direction de la jeunesse sans connaître et prendre en compte les pratiques culturelles des jeunes ? Faut-il continuer d'élaborer des politiques à destination des jeunes sans leur participation dans un processus de co-construction ?

Lieu d'autonomisation et d'expérimentation, d'émancipation individuelle et collective, de définition de ses goûts et de sa personnalité, la culture est centrale dans l'affirmation de sa personnalité, tout au long de la vie et particulièrement pendant la jeunesse (15-29 ans). Les goûts et les pratiques des jeunes peuvent sembler chaotiques, mais ce n'est qu'en apparence : le rapport montre qu'ils s'articulent autour de valeurs communes. Cherchant à donner voix aux revendications des jeunes, les auteurs plaident pour une « encapacitation » de la jeunesse qui bénéficierait à l'ensemble des acteurs culturels et politiques.

Après avoir souligné l'hétérogénéité de cette catégorie, les auteurs définissent les conditions d'efficacité des politiques culturelles de la jeunesse. La portée de dispositifs variés est analysée, allant d'initiatives locales au Pass Culture. Il apparaît non seulement que les jeunes ne se désintéressent pas de la culture et des politiques culturelles, mais qu'ils sont volontaires pour imaginer de nouvelles voies par lesquelles les offres et les pratiques culturelles leur seraient proposées.

Essai de portrait sociodémographique de la jeunesse en France

Au 1^{er} janvier 2025, 12,1 millions de personnes âgées de 15 et 29 ans résidaient en France, représentant 17,7% de la population totale.

Cette catégorie aux limites floues a été bouleversée par la remise en cause des trois étapes historiques de l'entrée dans l'âge adulte (autonomie résidentielle, accès à l'emploi stable, stabilisation conjugale), ainsi que de la double massification scolaire qui a commencé dans les années 1960. Elle désigne désormais ce temps plus ou moins long entre l'adolescence et l'âge adulte. Il existe cependant presque autant de situations possibles que de jeunes : le rapport à l'autonomie (financière, résidentielle, conjugale), l'engagement dans les études et/ou un travail alimentaire, varient d'un jeune à l'autre selon une imbrication complexe de

variables plurielles ; situation géographique, genre, citoyenneté, catégorie socioprofessionnelle des parents...

Les auteurs mentionnent également l'oubli encore récurrent des jeunes ultramarins par les politiques publiques, rappelant que les jeunes y font plus souvent partie des NEET (ni en étude, ni en formation, ni en emploi, un terme utilisé par l'OCDE et instances européennes) et que la monoparentalité féminine y est plus fréquente. Il est à noter que sur l'ensemble des territoires français, la part de chômeurs parmi les 15-24 ans (18,1%) représente plus du double de celle de la population active, et le taux de pauvreté des 18-24 ans est de trois fois celui des plus de 75 ans. L'éco-anxiété, particulièrement prégnante chez les jeunes générations, est également pointée du doigt : 70% pensent que le changement climatique va avoir un impact négatif sur leur génération ; 80% sont anxieux, 20% envisagent de ne pas avoir d'enfants pour cette raison.

Autant d'indicateurs de la fragilité d'une jeunesse globalement conduite à se sentir impuissante et victime de négligence de la part des pouvoirs publics.

Analyse des pratiques culturelles et du rapport à la culture des jeunes en France

Après avoir brossé un portrait sociodémographique de la jeunesse, le rapport analyse leurs pratiques culturelles et leurs relations avec les politiques culturelles.

Les jeunes sont de plus en plus nombreux à désirer s'investir comme acteurs de la culture. Ils sont de plus en plus actifs dans la création et la diffusion des arts via les réseaux sociaux, maniant avec aisance les outils numériques de création (musique, illustration).

Pour autant, les pratiques culturelles des jeunes correspondent dans l'ensemble à celles de la population globale. 83% vont au cinéma, 78% lisent un livre, 47% fréquentent une bibliothèque publique ou médiathèque, 46% visitent un musée, 43% vont à un concert, 23% au théâtre. En apparence, ces pratiques ne diffèrent pas en nature, mais elles sont plus denses et plus fréquentes que pour l'ensemble de la population et passent plus souvent par l'utilisation d'un support numérique. Le smartphone sert pour lire un livre, regarder un film etc.

Les auteurs identifient toutefois des freins aux pratiques culturelles des jeunes, au premier rang desquels les freins économiques. Entre obligations académiques et emploi salarié, les jeunes ont rarement le temps de s'adonner à des loisirs / de la consommation culturels. La vie culturelle est de fait souvent vue comme une charge mentale supplémentaire et superflue face à des priorités plus urgentes – réussir ses études, gagner de l'argent, maintenir une vie sociale. L'accessibilité physique des lieux culturels n'est pas non plus toujours assurée, en particulier pour les jeunes vivants dans des zones rurales ou périurbaines, ce qui renforce l'attractivité des offres numériques. Ensuite, la visibilité de l'offre culturelle institutionnelle est souvent réduite, **engendrant méconnaissance voire ignorance de celle-ci par les jeunes**. **Plusieurs facteurs sont impliqués** : une communication inadaptée, une non-maîtrise des codes, le retard numérique des institutions culturelles, une adresse trop formelle ou élitiste, ou orientée vers un public plus âgé.

Ce défi communicationnel allié au défaut d'accessibilité des sites, fait des politiques

culturelles un discours désincarné pour une bonne partie des jeunes, qui de ce fait ne se sent pas concernée.

Aussi la culture peine-t-elle parfois à faire l'objet d'une appropriation réussie chez les jeunes dans la mesure où elle est **perçue comme le prolongement de l'obligation scolaire qu'est souvent l'éducation artistique et culturelle (EAC)**. Le parcours proposé par l'EAC est en effet trop souvent prescripteur du « bon goût », laissant peu de place à la diversité des expressions artistiques, et confortant les décideurs adultes dans une traditionnelle méfiance pour les pratiques des jeunes. Rappelant avec Jeremy Rifkin que nous sommes entrés dans « l'âge de l'accès » et que la théorie économique des réseaux remplace actuellement celle de l'offre et de la demande, le rapport souligne que la construction de la valeur de l'offre culturelle se produit par approbation collective de la communauté, ordonnée par les nouveaux prescripteurs de marché que sont les influenceurs et créateurs de contenus.

Repenser la place des jeunes : quelques axes et exemples de démarches réussies

Cette partie du rapport présente sans souci d'exhaustivité un ensemble de « bonnes pratiques » expérimentées par les lieux culturels pour mieux impliquer les jeunes dans leur programmation et organisation. Par exemple, pour le festival « nos futurs » organisé par *Les champs libres, établissement public rennais*, ce sont les jeunes qui conçoivent toute la programmation, les professionnels moins jeunes s'assurant de la logistique (débats, expositions, spectacles).

Sont présentés aussi, notamment : le collectif *(La)Horde*, collectif de danseurs originaires de Paris imprégnés de culture numérique, à la direction du Ballet National de Marseille depuis 2019 ; *Safran Amiens* qui s'occupe de fidéliser les jeunes autour de pratiques culturelles a priori éloignées de leur capital culturel autour d'évènements ponctuels inscrits dans le calendrier de la ville ; un dispositif du *Chaillot Théâtre national de la danse*, le conseil des jeunes, permettant à 20 jeunes de s'impliquer toute l'année dans l'orientation de la programmation du lieu ; le festival de Villeurbanne « Réel », festival par et pour les jeunes, dans le cadre de *Villeurbanne2022* (capitale française de la culture 2022), un festival conçu entièrement par les jeunes, axé principalement sur les enjeux de transitions sociales, écologiques, démocratiques ; l'espace *Le SingulierS* à Belleville-en-Beaujolais (médiathèque, cinéma, café restaurant) qui propose un espace d'accueil sans barrières à l'entrée, ni prescription.

Le Pass Culture : une tentative de politique culturelle en direction des jeunes

Présentant le Pass Culture, dispositif spécifiquement dédié aux jeunes, les auteurs soulignent que c'est le seul exemple qui laisse entièrement la main aux jeunes. La SAS Pass Culture, créée en 2020, prévoyait 300 euros pour chaque jeune de 18 ans, somme ramenée à 150€ en 2025.

Par-delà les critiques qui lui ont adressées (n'inciterait pas à diversifier les pratiques, politique de l'offre tournée vers la consommation, dispositif onéreux pour les finances publiques...), le pass constitue une initiative jugée très positive par les auteurs du rapport, qui n'y étaient pas initialement acquis, et ce pour plusieurs raisons :

- Pour la première fois, un dispositif de politique culturelle part de la personne et ne lui dit pas ce qu'il faudrait faire, mais ce qu'elle pourrait faire. Liberté est laissée aux jeunes de choisir l'offre qui leur plaît. Ils peuvent sortir des schémas parentaux (ou pas), choisir de n'acheter que des livres (ou que des instruments de musique), aller aux concerts de leur choix ou encore préférer le cinéma à toute autre sortie ;
- Le pass Culture permet d'effectuer un arbitrage économique précontraint en faveur de biens et de services culturels ;
- Il peut enfin constituer un laboratoire passionnant pour observer ce qui constitue aujourd'hui la jeunesse et son rapport à la culture.

Recommandations finales

Le rapport conclut sur des recommandations, dont plusieurs sont résumées ci-dessous, qui ensemble promeuvent un nécessaire changement des mentalités. Les acteurs culturels sont invités à **changer de posture** pour mieux comprendre et prendre en compte les aspirations des jeunes, en les reconnaissant aussi comme prescripteurs : les jeunes ne s'intéresseront à la culture et au monde culturel que s'ils s'y sentent bienvenus et bien accueillis.

- Donner une place plus grande aux jeunes artistes, **pour que les jeunes se retrouvent dans la figure de leurs pairs**, en mettant en avant une diversité de genre, d'origines ethniques et de milieux sociaux ;
- Au moment de décider de l'offre culturelle, **impliquer les jeunes dans la conception des projets**, et repenser radicalement le contenu de la médiation en s'appuyant sur les ressources locales ;
- Associer les jeunes dans la conception de projets culturels, a minima en testant des idées sur des panels, voire en coconstruisant des projets ou en instaurant des Conseils des jeunes (pour peu qu'ils soient réellement actifs et associés à la stratégie d'ensemble du lieu) ;
- Ne pas sous-estimer le frein économique et maintenir une politique tarifaire accessible pour les jeunes ;
- Enfin, dans la façon de communiquer cette offre, utiliser les outils de communication des **jeunes, par le biais des influenceurs et des réseaux sociaux** : investir les plateformes où les jeunes s'informent, adapter les formats, collaborer avec des jeunes pour réussir à capter l'attention d'autres jeunes.

Ces préconisations trouvent leur point commun dans ce que les auteurs nomment « les trois "con" », affirmant que la considération suscite la confiance qui entraîne le consentement.